



NEWSLETTER DE LA COOPERATION MONDIALE
Juin 2013

Dans cette édition

- « **La protection sociale pour tous: déconnexion entre des perspectives mondiales et des réalités locales** »
 - **Publication du Rapport sur le Programme de Développement de l'après 2015**
 - **Ressources et liens utiles**
- **Article du mois: « La protection sociale pour tous: déconnexion entre des perspectives mondiales et des réalités locales » par P. K. Shajahan**



L'auteur est Professeur à l'Ecole du Travail Social à l'Institut Tata des Sciences Sociales (TISS) à Mumbai en Inde. Il est actuellement chaire du Centre d'Asie du Sud pour les Etudes en Conflits, Paix et Sécurité Humaine. Il est également Coordinateur des Programmes de Travail social, ainsi que le vice-doyen du Bureau de la Protection sociale au TISS.

Au Brésil, les activités de réduction de la pauvreté sont incluses dans le programme *Brésil sans pauvreté* dont les actions sont effectuées par différents ministères ainsi que d'autres acteurs. La pauvreté est considérée comme un problème social majeur qui dépasse le simple manque de revenus et qui inclut la privation des capacités primaires. Dans ce cadre, une approche multidimensionnelle est nécessaire afin de prendre en compte les facteurs autres que le revenu, notamment certains facteurs spécifiques. C'est pourquoi les

mesures politiques doivent prendre en considération non seulement les transferts de revenus, mais également le profil de la famille, le quartier dans lequel la famille vit, ainsi que la santé, l'éducation, la formation professionnelle et la création de perspectives d'avenir, entre autres. Partant de cette idée, l'État de Rio de Janeiro a mis en place un

Introduction

La protection sociale se préoccupe de la prévention, de la gestion et de la résolution des situations qui peuvent nuire au bien-être des personnes. Dans cet article, je soutiens l'idée que le discours dominant à l'échelle mondiale sur la protection sociale a montré de graves lacunes dans la réduction des vulnérabilités que l'on retrouve systématiquement dans les communautés pauvres et marginalisées. Deuxièmement, je tenterai de situer l'engagement qui s'impose dans le cadre du travail social et je m'attarderai sur certains points-clés qui se dirigent vers des engagements futurs aux niveaux académique et pratique, dans le domaine de la protection sociale et en se plaçant dans la perspective du travail social.

Avant tout, permettez-moi de commencer avec un cas concret, pour tenter de comprendre ce que la protection sociale représente au long des expériences vécues par une femme marginalisée, Mme Susheela Bauri ¹, originaire de Bauripara, dans le bloc de Latulie, situé dans le district de Bankura, dans le Bengale occidental en Inde. Susheela Bauri, âgée de 38 ans, est membre de la communauté Bauri qui est l'une des communautés significatives des castes inférieures qui représentent presque 6% de la population du Bengale occidental. La plupart des membres de cette communauté vivent dans une pauvreté absolue et disposent de moyens de subsistance précaires.

Susheela a été séparée de son mari après la mort de son bébé âgé de neuf mois. Ce dernier a été assassiné par le mari de Susheela parce que ce bébé était une fille. Susheela a quitté la maison de sa belle-famille après l'incident et trouva refuge dans la maison de ses parents où ses frères vivaient. C'est son frère qui l'a aidée à déposer plainte contre son mari avec l'aide d'un avocat. Elle réussit à le mettre derrière les barreaux. Susheela eut l'impression qu'elle était devenue un poids supplémentaire pour la famille agrandie, puisque ses frères avaient leur propre famille à charge. Elle travaille, tout comme ses frères, dans une carrière de pierres ou bien elle fait des travaux de récolte dans les champs des castes supérieures. Occasionnellement, elle reçoit son salaire dans le cadre du National Rural Employment Guarantee Scheme (NREGS). Bien qu'elle travaille sous la supervision de ce système, sa fiche de travail obligatoire n'est pas à son nom parce qu'elle travaille en tant que remplaçante pour son frère. En conséquence, les paiements des salaires du NREGS sont versés sur le compte de son frère qu'il partage en partie avec Susheela. Elle a emprunté un peu d'argent auprès du SHG dans sa région et doit s'acquitter de sa dette par un autre cycle de travail sur le site où les pierres sont broyées. Elle se sent comme un parasite dans la maison de ses propres parents.

Considérons à présent ce à quoi la protection sociale correspond pour elle...

1 Nom changé afin de protéger l'identité de la personne. Elle fut interviewée dans le cadre des Etudes sur les Femmes, le Travail et le Statut, faisant partie du projet sur les politiques du Droit au Travail en Inde.

Elle ne peut pas recevoir une pension de veuve puisqu'elle n'est pas veuve. Son mari est toujours en vie mais est derrière les barreaux. Même dans le cas des femmes éligibles, on doit avoir entre 45 et 65 ans pour avoir droit aux avantages de la pension de veuve. Elle n'est pas veuve et elle ne remplit pas les conditions au niveau de l'âge pour accéder à ce statut. Pour ceux qui ont droit à bénéficier de ce système, le montant qui serait perçu serait de seulement 200 Rs (roupies indiennes) par mois, ce qui ne représente même pas deux journées du Salaire minimum journalier-socle national- dans le pays. Même après ses 65 ans, il se peut qu'elle ne reçoive pas de pension de vieillesse, puisque son nom ne figure pas sur la carte de rationnement² afin de prouver son identité. Elle ne possède pas non plus la Carte Nationale d'Identité appelée AADHAR et tout récemment mise en place.

Les questions brûlantes autour des mesures de politiques sociales visant à assurer une protection sociale dans ce cas sont:

- Le NREGS est-il un instrument de protection sociale dans son cas? Son nom ne figure pas sur la fiche de travail et malgré tout, elle continue de travailler au NREGS et c'est son frère qui perçoit le salaire. Susheela ne connaissait même pas le montant du salaire minimum.
- La pension de veuve ou la pension vieillesse lui garantit-elle une protection sociale?
- Lorsqu'elle travaille dans la carrière de pierres, est-elle protégée si un accident se produit?
- Que signifie pour elle une sécurité sociale désorganisée pour les travailleurs?

Dans ce cas-là, les politiques et les programmes restent des mesures isolées. Ils ne sont pas adaptés à la vulnérabilité de milliers de femmes, d'enfants et d'hommes à travers le pays. NREGS est le plus grand programme au monde d'emploi salarié pour les pauvres et il est considéré comme un système innovant de protection sociale. En Inde, nous avons également le plus grand programme de repas scolaires au monde, connu sous le nom de système Mid-Day-Meal (Repas du midi, MDM). Le MDM a pour but de distribuer des plats chauds aux écoles primaires; cela dissuade les familles pauvres d'envoyer leurs enfants travailler parce qu'ils n'ont pas assez à manger et cela encourage les enfants à aller à l'école. Les deux systèmes mentionnés ci-dessus sont devenus une nécessité, au moment où la pauvreté et l'exclusion sont largement dominantes dans un pays où les pauvres ne peuvent être intégrés au secteur agricole ni au marché du travail. Les divers comités mis en place avec pour mission d'étudier les personnes pauvres et les personnes vulnérables au sein du pays ont trouvé différentes séries de données, alors que le PNUD et la Banque mondiale en ont fait de même. Le fait est qu'on ne compte pas moins de 450 millions de pauvres dans le pays. Les données officielles dénombrent 20 millions d'enfants qui

2 La carte de rationnement est considérée comme une pièce d'identité à usages variés, bien qu'elle soit prévue pour faciliter la distribution de graines destinées à la consommation aux pauvres.

travaillent en Inde et qui ne vont, en plus, pas à l'école. Les sources non officielles jugent la situation du travail des enfants comme grave avec pas moins de 50 millions d'enfants qui travaillent, juste après l'Afrique subsaharienne. D'après l'OIT, 80% du travail des enfants en Inde se situe dans le secteur agricole. Ainsi, toutes les statistiques sur les pauvres dans le pays seront les plus élevées au monde. Il n'y a aucune fierté à tirer d'une telle situation.

La libéralisation et la croissance économiques n'ont semble-t-il pas eu d'impact pour 70% de la population indienne. La structure économique de la plupart des pays en voie de développement, qui sont dominés par le secteur informel, rend plus difficile l'expansion et l'universalisation des mesures de protection sociale. Ajouté à cela, l'ajustement structurel et la tendance à la libéralisation ont aussi apporté une base idéologique à un état minimaliste pour lequel les mesures de protection sociale ne sont pas une priorité absolue. La protection sociale doit s'atteler à remédier au problème de l'insécurité en protégeant les personnes pauvres des chocs et en réduisant leur vulnérabilité extrême. Ceci doit contribuer à transformer les relations socio-économiques de sorte que les perspectives de subsistance des pauvres soient renforcées à plus long terme.

Ainsi, la protection sociale telle qu'elle est comprise dans les pays développés reste rudimentaire dans les faits (en termes de conceptualisation et de prestation) dans les pays en voie de développement. Avec la prise de conscience grandissante de la nature multidimensionnelle de la pauvreté et celle de l'importance de la protection sociale, il est évident qu'il y a un besoin d'aborder et de modeler les politiques de protection sociale en tant qu'« élément du développement » et non comme elles sont traitées actuellement, en tant que politiques sociales « résiduelles » (comme le NREGS). Un tel courant dominant de pensée est aussi conforme à l'idée que les politiques de protection sociale devraient être « transformatives » dans leurs contenus et dans leurs pratiques, puisqu'elles servent d'intermédiaires par le recours aux concepts de droits et de privilèges, d'inclusion, de citoyenneté, de collectivité des pauvres et de bonne gouvernance.

Le Rôle de la Profession de Travailleur social et la Voie vers l'Avenir

Comme le travail social professionnel repose sur des valeurs humanitaires et égalitaires et cherche à faire face aux problèmes d'injustice sociale et d'inégalités, le concept de protection sociale, s'il est perçu comme un moyen de réaliser la justice sociale, peut probablement apporter une structure significative pour analyser les réalités sociales et pour mettre sur pied des engagements en accord avec ces réalités. Cependant, l'ensemble de la profession, transdisciplinaire, du travail social ne s'est pas montrée coopérative pour tenir compte de ces réalités sociales, ni dans ses contributions au niveau des programmes ni dans le domaine pratique. Les problèmes de pauvreté et de marginalisation font non seulement défaut dans le domaine scolaire et pratique, mais il n'y a aussi eu que très peu de projets de recherche conduits par des éducateurs en travail social dans ces domaines. Ainsi, l'absence d'un processus répétitif de production en savoirs indigènes est flagrant dans de nombreux programmes scolaires de travail social.

Voici trois suggestions simples qui permettraient selon moi d'améliorer la pratique du travail social dans sa dimension professionnelle.

Un: les universitaires et la recherche étudiante doivent se concentrer sur les préoccupations de la protection sociale et de la justice sociale. Ceci peut mener à une production en savoirs indigènes dans le domaine de la pratique du travail social. Extirper le travail social de ce que l'on a appelé l'impérialisme professionnel, tel que Bughardt (1982)³ l'a exprimé, n'est possible qu'en le rapprochant des réalités sociales d'aujourd'hui. Une telle production en savoirs indigènes pourrait mener à des changements dans les programmes ainsi qu'à une réorientation des composantes du domaine de l'éducation.

Deux: la pratique en matière de politiques reste un autre domaine où les travailleurs sociaux doivent s'engager. Une recherche primaire solide pose les fondations de la mise en pratique des politiques. La protection sociale pour les communautés pauvres et vulnérables ne peut être réalisée qu'à travers le recours aux politiques, de la même manière que plusieurs politiques dans un cadre néolibéral accentuent essentiellement les inégalités et les vulnérabilités des communautés.

Trois: la mise en réseaux, les recommandations et l'action sociale constituent également d'importants domaines où les travailleurs sociaux peuvent s'investir. Jusqu'ici, les travailleurs sociaux qui ont pris part à plusieurs mouvements sociaux dans le pays représentent une faible proportion. La société civile et les groupes de pression du peuple peuvent amener des changements considérables en transformant les vulnérabilités des personnes en opportunités.

Conclusion

Les vulnérabilités socio-économiques dont il a été question plus tôt ainsi que plusieurs autres problèmes socio-économiques et politiques se rapportent également à la situation actuelle, une réalité dans laquelle la pauvreté, la marginalisation et l'exclusion sociale sont en train de devenir monnaie courante aux côtés de l'histoire de la croissance. La plupart des problèmes de la société indienne, y compris la pauvreté, l'exclusion et la marginalisation, trouvent leurs racines dans la structure inégale de la société et dans les dynamiques du pouvoir. Ainsi, une analyse de la structure sociale et de l'institutionnalisation des inégalités et de l'exclusion sociale, en considérant les notions de caste, de classe, de genre, de religion, d'ethnicité et de nationalité dans leur sens large, devrait devenir la base conceptuelle de tout engagement social avec le peuple.

A la fin du compte, les travailleurs sociaux devraient être capables de détecter et de faire face aux inéquités pertinentes que l'on trouve dans « les biographies du développement » pour l'Inde qui sont soulignées par des termes comme « l'informalisation du travail », la « féminisation de la pauvreté », l'« urbanisation de la pauvreté » et ainsi de suite. La nature transdisciplinaire du travail social, qui permet de synthétiser les multiples domaines de connaissance ainsi que l'amalgame des aptitudes pratiques, doit être entretenue par une recherche au cœur de réalités sociales plus larges, des réalités reflétant les inégalités, et l'absence de protection sociale pour les groupes vulnérables de la société.

Les opinions exprimées dans cet article sont celles de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement celles du Comité de Direction du CIAS.

3 Bughardt, S. (1982), *Le Revers de l'Organisation*, Cambridge, MA, Skenmann.

➤ **Publication du Rapport sur le programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015**

Le Groupe d'experts de haut niveau pour le programme de développement des Nations Unies pour l'après-2015 qui a été nommé par le Secrétaire Général des Nations Unies a soumis son rapport très attendu au Secrétaire Général au Siège des Nations Unies à New-York.

Devançant la publication de son rapport, le Groupe d'experts a qualifié ses discussions de franches et productives, elles avaient des objectifs communs très marqués. On a souligné le besoin impératif de renouveler un Partenariat Mondial qui rendrait possible un programme pour le développement transformatif, centré sur les personnes et sensible au sort de la planète et qui serait mis sur pied par le biais d'une participation équitable de toutes les parties prenantes.

On a surtout noté que le Groupe d'experts s'est formé dans un esprit d'optimisme et de profond respect envers les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). D'après le rapport, les 13 années qui se sont écoulées depuis le début du millénaire ont vu la réduction la plus rapide de la pauvreté dans l'histoire de l'Homme: on compte un demi million de personnes vivant sous le seuil de pauvreté internationale, 1,25\$ par jour, en moins. Les taux de mortalité infantile ont baissé de plus de 30%, avec environ trois millions d'enfants sauvés chaque année par rapport à l'an 2000. Le nombre de victimes de la malaria a baissé d'un quart. Les moteurs de ce progrès substantiel ont été une combinaison de croissance économique, de politiques améliorées et un engagement mondial pour les OMD, ce qui, selon le rapport, a ouvert la voie à « un cri de ralliement, source d'inspiration » pour le monde entier. Étant donné ce succès remarquable, cela serait une erreur que de simplement déchirer les accords des OMD et de recommencer depuis le début. De même que les leaders mondiaux avaient conclu un accord à Rio en 2012, de nouveaux objectifs et de nouvelles cibles doivent être mis en place en accord avec les droits universels de l'homme, et la mission commencée par les OMD doit être menée à bien. Au coeur du projet se trouve l'éradication de l'extrême pauvreté de la surface de la terre d'ici 2030. Il s'agit d'un objectif que les leaders ont promis à de maintes reprises au cours de l'histoire. Aujourd'hui, cet objectif peut effectivement être atteint. C'est donc un nouveau programme pour le développement qui devrait transmettre l'esprit de la Déclaration du Millénaire et le meilleur des OMD, en se focalisant en pratique sur des aspects tels la pauvreté, la faim, l'accès à l'eau, l'assainissement des eaux, l'éducation et le système de santé. Mais pour réaliser cet idéal, promouvoir le développement durable, c'est une nécessité que d'aller au-delà des OMD.

Le rapport admet les limites et les lacunes des OMD. Ces derniers ne se sont pas assez focalisés sur les personnes les plus pauvres et les plus exclues. Ils sont restés silencieux sur les effets dévastateurs que les conflits et les violences ont eu sur le développement. L'importance à accorder au développement de bonnes gouvernances et d'institutions qui garantissent l'Etat de droit, la liberté de parole et un gouvernement ouvert et responsable n'a pas été prise en compte, le besoin d'une croissance inclusive pour créer des emplois non plus. Plus gravement, les Objectifs du Millénaire pour le Développement n'ont pas été

satisfaisants, du fait qu'ils n'ont pas intégré les aspects économiques, sociaux et environnementaux du développement durable, tel que le prévoyait la Déclaration du Millénaire, et du fait qu'ils n'ont pas répondu à la nécessité de promouvoir les schémas durables de consommation et de production. Le résultat est que l'environnement et le développement n'ont jamais été combinés correctement. Les personnes travaillaient dur- mais souvent chacune de leur côté- sur des problèmes interdépendants.

D'après le rapport, le Groupe d'experts a posé quelques questions simples au sujet de la forme des nouveaux objectifs- « que garder, que modifier et quoi ajouter »- lors de réunions en face-à-face, de même que par le biais d'études, d'interviews de communautés et par des sondages sur les téléphones portables et sur Internet. Il en résulta que les opinions de milliers de personnes du monde entier-- des jeunes, des parlementaires, des organisations de la société civile, des personnes indigènes et des communautés locales, des migrants, des experts, des businessmen, des syndicats et des gouvernements-- ont fait entendre leur voix.

Les changements massifs qui ont eu lieu dans le monde depuis l'an 2000 et les changements qui sont susceptibles d'intervenir d'ici 2030 ont été pris en considération. On compte un milliard de personnes de plus aujourd'hui, la population mondiale étant de sept milliards, et un autre milliard est attendu d'ici 2030. Plus de la moitié de la population mondiale réside aujourd'hui en ville. Les investissements privés dans les pays en voie de développement entraînent la diminution des flux d'aides. Le nombre de souscriptions à des téléphones portables est passé de moins d'un milliard à plus de six milliards. Grâce à Internet, rechercher des opportunités commerciales ou des informations à l'autre bout du monde est désormais devenu une routine pour beaucoup. Cependant, les inégalités restent un problème majeur et les opportunités ne sont pas accessibles à tous. Les 1,2 milliards de personnes les plus pauvres représentent seulement 1 % de la consommation mondiale, tandis que le million de personnes les plus riches en représente 72%.

D'après le rapport, il y a une tendance majeure- le changement climatique- qui déterminera si nous serons capables de nous tenir à nos objectifs ou non. Les preuves scientifiques de la menace directe que représente le changement climatique s'accumulent. Les éléments des schémas de production et de consommation non durables sont devenus évidents dans des domaines comme la déforestation, la rareté de l'eau, le gaspillage des aliments et les hautes émissions de carbone. Les pertes dues aux désastres naturels- y compris les sécheresses, les inondations et les tempêtes- ont augmenté à un rythme alarmant. Les personnes vivant dans la pauvreté seront les premières à en souffrir et ce sera encore plus le cas avec le changement climatique. Prendre des mesures maintenant sera moins coûteux que de devoir faire face aux conséquences plus tard.

En quête d'une vision téméraire mais concrète pour le développement au-delà de 2015, le Groupe d'experts a couvert une bonne partie des enjeux. En débattant sur la pauvreté des ménages-- une réalité quotidienne de la vie à la limite de la survie--, le Groupe d'experts a considéré les nombreuses dimensions de la pauvreté, y compris la santé, l'éducation et les moyens de subsistance, tout comme les requêtes en faveur d'une plus grande justice, d'une plus grande part de responsabilité et de la fin de la violence envers les femmes. Des histoires relatant la manière dont les individus et les communautés ont construit leur chemin vers la prospérité ont servi de source d'inspiration.

L'importance centrale d'un nouvel esprit pour guider un partenariat mondial dans le cadre d'un programme centré sur les personnes et sensible à l'avenir de la planète, fondé sur le principe de l'humanité, commune à tous, a été souligné. Le Groupe d'experts a adhéré à l'idée qu'il faille pousser les pays développés pour qu'ils respectent leur part du marché- en honorant leurs engagements au niveau des aides mais aussi en réformant leur marché, leurs taxes et leurs politiques de transparence, en se souciant plus d'améliorer la régulation des marchés financiers internationaux et des marchés mondiaux pour les marchandises, ainsi qu'en ouvrant la voie au développement durable. Le Groupe convint également que les pays en voie de développement ont joué un grand rôle dans le financement de leur propre développement et qu'ils seront capables de faire encore plus, à mesure que les salaires augmentent. Un accord a été trouvé en ce qui concerne la nécessité de gérer les schémas de consommation et de production mondiales de manière plus durable et plus équitable. Par-dessus tout, le Groupe d'experts est tombé d'accord sur le fait qu'une nouvelle vision doit avoir une portée universelle: donner de l'espoir- mais aussi des responsabilités- à chacun dans le monde.

Le rapport énonce 12 objectifs universels, en plus de 54 cibles associées dont le but est de traduire l'esprit des objectifs en résultats concrets:

1. Mettre fin à la pauvreté
2. Autonomiser les filles et les femmes et réaliser l'égalité des genres
3. Garantir une haute éducation et un apprentissage tout au long de la vie
4. Garantir de vivre en bonne santé
5. Garantir la sécurité alimentaire et une bonne nutrition
6. Mettre en place un accès mondial à l'eau et à l'assainissement des eaux
7. Sécuriser les énergies durables
8. Créer des emplois, des moyens de subsistance durables et une croissance équitable
9. Gérer les capitaux en ressources naturelles de manière durable
10. Garantir une bonne gouvernance et des institutions efficaces
11. Assurer l'existence de sociétés stables et pacifiques
12. Créer un environnement propice aux actions à l'échelle mondiale et catalyser les finances sur le long terme

Convaincu du besoin d'un nouveau paradigme, le Groupe d'experts a remarqué que le commerce à la « on fait comme d'habitude » n'est pas une option. Le Groupe d'experts a

conclu que le programme de l'après 2015 est un programme universel et qu'il doit être dirigé par cinq grands changements porteurs de transformations:

1- Ne laisser personne à l'écart. « Nous devrions nous assurer que personne- sans considérer l'ethnicité, le genre, la géographie, les handicaps, la race ou d'autres statuts-ne se voit refuser les droits universels de l'homme, ni aucune opportunité économique de base. »

2- Placer le développement durable au centre de tout. « Depuis vingt ans, la communauté internationale aspire à intégrer les dimensions de durabilité aux niveaux social, économique et environnemental, mais aucun pays n'y est encore parvenu. Il nous faut agir maintenant pour mettre un frein au rythme alarmant du changement climatique et de la dégradation environnementale, qui représentent des menaces sans précédent pour l'humanité. »

3- Transformer les économies pour les emplois et une croissance inclusive. « Nous lançons un appel, il faut faire un bond significatif en avant ainsi qu'une profonde transformation économique en vue de mettre fin à l'extrême pauvreté et d'améliorer les moyens de subsistance. Ceci implique de se tourner rapidement vers les schémas durables de consommation et de production—par l'exploitation de l'innovation, de la technologie et du potentiel d'entreprise privée afin de créer plus de valeurs et d'engendrer une croissance durable et inclusive. »

4- Etablir la paix et des institutions effectives, ouvertes et responsables pour tous. « Une liberté découlant de la peur, du conflit et de la violence est le droit de l'homme le plus fondamental et la pierre angulaire pour construire des sociétés paisibles et prospères. En même temps, des gens du monde entier attendent de leurs gouvernements qu'ils soient honnêtes, responsables et qu'ils répondent à leurs besoins. Nous lançons un appel en faveur d'un changement radical- reconnaître la paix et une bonne gouvernance comme des éléments centraux au bien-être, et non comme des options. »

5- Forger un nouveau partenariat mondial. Un nouvel esprit de solidarité, de coopération et de responsabilité mutuelle doit renforcer le programme de l'après 2015. « Un nouveau partenariat devrait reposer sur une compréhension partagée de notre humanité commune, en soutenant le respect mutuel et les avantages mutuels dans un monde où les distances sont en constante. Ce partenariat devrait engager les gouvernements mais aussi d'autres acteurs: les personnes vivant dans la pauvreté, les personnes à handicap, les femmes, la société civile ainsi que les communautés indigènes et locales, traditionnellement les groupes marginalisés, les universitaires et la philanthropie privée. »

De manière générale, le Groupe d'experts a répété son projet de mettre fin à l'extrême pauvreté sous toutes ses formes dans le cadre du développement durable et de mettre en place les pièces maîtresses visant à une prospérité durable pour tous.

Pour de plus amples détails, veuillez vous rendre sur:
<http://www.post2015hlp.org/the-report/>

➤ Ressources et liens utiles

En définissant la protection sociale comme un ensemble de programmes qui répondent aux risques, à la vulnérabilité, aux inégalités et à la pauvreté, par le biais d'un système de transferts en espèces ou en nature, cet essai rédigé par Ravi Kanbur et publié par la Banque Mondiale soutient l'idée que la protection sociale doit être inscrite au programme de l'après-2015 comme un élément clé du dialogue. En apportant une vision d'ensemble empirique de la protection sociale à travers le monde et en se focalisant sur l'objectif d'éradiquer la pauvreté, l'essai estime que les programmes de protection sociale empêchent actuellement 150 millions de personnes de basculer dans la pauvreté.

Pour de plus amples détails, veuillez consulter:

http://econ.worldbank.org/external/default/main?pagePK=64165259&piPK=64165421&theSitePK=469382&menuPK=64166093&entityID=000158349_20130530132533

Le contenu de cette Newsletter mondiale peut être librement reproduit ou cité, sous réserve que la source soit mentionnée. Les opinions ici exprimées ne reflètent pas nécessairement la politique du CIAS

Rédacteur de la newsletter : Sergei Zelenev, Directeur exécutif :

Adresse : ICSW, P.O. Box 28957, ICSW, Plot 4, Berkeley Lane, Off Lugard Avenue, Entebbe, Ouganda

Tél. : +1 718 796 7417, +256414321150

Email : szelenev@icsw.org, icsw@icsw.org

Site web www.icsw.org;

Si vous ne souhaitez plus recevoir cette newsletter, merci de cliquer '[ici](#)' en nous communiquant votre nom et adresse mail